- 5° Des pensions peuvent être relevées au niveau des pensions canadiennes, en faveur a) des personnes qui étaient domiciliées au Canada au début de la première guerre mondiale ou qui étaient des résidents du Canada à la date du commencement de la première guerre mondiale, mais qui n'ont pu établir un domicile au Canada du fait qu'elles n'avaient pas atteint leur majorité au moment où elles ont quitté le Canada pour servir et à qui on a accordé des pensions en raison d'invalidités imputables au service dans les forces impériales pendant ladite guerre; b) des personnes qui étaient domiciliées au Canada à toute époque pendant les quatre années qui ont précédé immédiatement la date du commencement de la seconde guerre mondiale et qui ont quitté le Canada, se sont enrôlées dans les forces du Royaume-Uni et à qui le gouvernement de ce pays a accordé une pension d'invalidité; c) des personnes qui étaient domiciliées au Canada à la date du commencement de la première ou de la seconde guerre mondiale ou qui étaient des résidents du Canada à la date du commencement de la première ou de la seconde guerre mondiale, mais qui n'ont pu établir un domicile au Canada du fait qu'elles n'avaient pas atteint leur majorité au moment où elles ont quitté le Canada pour servir dans les forces des pays alliés au Royaume-Uni et à qui le gouvernement de l'un de ces pays a accordé une pension.
- 6° Des pensions pour service en temps de paix entre la première et la seconde guerre mondiale ou par la suite sont versées quand la blessure ou la maladie ou l'aggravation d'icelles entraînant l'invalidité ou la mort découlent du service ou s'y rattachant directement.

Des mesures législatives spéciales rendent les avantages de la loi sur les pensions accessibles aux personnes qui se sont enrôlées dans le contingent spécial de l'Armée canadienne et à celles qui ont servi sur un théâtre d'opérations militaires avant le 1^{er} novembre 1953. De plus, la loi sur les pensions et allocations de guerre aux civils étend la législation relative aux pensions à certains groupes de civils dont les travaux se rattachaient étroitement à l'effort de la seconde guerre mondiale (voir p. 312).

L'annexe A de la loi sur les pensions énonce les taux auxquels les pensions d'invalidité peuvent être versées. Ces taux sont établis au pourcentage suivant le degré d'invalidité constaté lors d'examens médicaux périodiques. Il y a vingt catégories couvrant les invalidités de 5 à 100 p. 100, ainsi qu'une vingt et unième catégorie qui prévoit un paiement définitif pour ceux dont l'invalidité est évaluée à moins de 5 p. 100. Jusqu'au grade de major inclus, la pension pour invalidité totale est de \$125 par mois. Si le pensionné est marié et s'il demeure avec son épouse et ses enfants ou contribue sensiblement à leur entretien, il a droit à une pension supplémentaire de \$45 par mois pour son épouse, à une pension de \$20 par mois pour le premier enfant, de \$15 par mois pour le deuxième et de \$12 par mois pour chaque autre enfant. Des taux de pension personnelle un peu plus élevés sont prévus pour ceux dont le grade était supérieur à celui de major, mais la pension supplémentaire leur est versée au même taux. Si le pensionné est impotent et s'il requiert les soins d'une autre personne, on peut lui concéder une allocation d'impotence de \$480 à \$1,400 par année, selon le degré d'aide requise. Une allocation d'impotence de \$960 par année est accordée aux aveugles qui ne requièrent pas constamment les soins d'une autre personne.

L'Annexe B de la loi établit le taux auquel une pension peut être versée en raison d'un décès survenu au cours du service militaire ou imputable à ce service. La veuve d'un ancien militaire jusqu'au grade de major inclus a droit à une pension personnelle de \$100 par mois, plus \$40 pour le premier enfant, \$30 pour le deuxième et \$24 pour tout enfant additionnel. La pension d'un enfant cesse pour le garçon à l'âge de 16 ans et pour la fille, à 17 ans. Toutefois, une telle pension peut se prolonger jusqu'à 21 ans si l'enfant accomplit des progrès satisfaisants dans les études approuvées par la Commission.

Si une veuve pensionnée se remarie, sa pension cesse mais elle a droit à un paiement définitif équivalent à un an de pension. Si son second époux meurt moins de cinq ans après la date du mariage et la laisse dans un état de dépendance, elle peut soumettre une demande tendant à faire rétablir sa pension.

Loi sur les pensions et allocations de guerre aux civils.—La loi étend la législation relative aux pensions à certains groupes de civils dont les travaux se rattachaient étroitement à l'effort de la seconde guerre mondiale: matelots marchands, membres des services auxiliaires, pompiers ayant servi au Royaume-Uni, agents spéciaux attachés à la Gendarmerie royale du Canada, assistants sociaux ayant servi outre-mer, et autres.